

Rôle des Jeunes dans la Conception et la co-construction des Projets de territoires : Enjeux et Perspectives

The Role of Youth in the Design and Co-construction of Territorial Projects: Issues and Perspectives

Salma ASSAADI, (Doctorante)

*CDOC : Urbanisme, Aménagement, Habita et territoires
Formation doctorale en Gestion des Risques et Développement Territorial (GRDT)
Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU)
Ministère de l'Aménagement, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville,
Maroc*

Adil ZABADI, (Enseignant Chercheur-Directeur de l'INAU)

*CDOC : Urbanisme, Aménagement, Habita et territoires
Formation doctorale en Gestion des Risques et Développement Territorial (GRDT)
Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU)
Ministère de l'Aménagement, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville,
Maroc*

Adresse de correspondance :	Avenue Allal El Fassi B.P 6215 Rabat-Instituts MAROC Tel: 212 0537 776189 Fax: 212 0537 775009 inau@inau.ac.ma
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	ASSAADI, S., & ZABADI, A. (2026). Role des Jeunes dans la Conception et la co-construction des Projets de territoires : Enjeux et Perspectives. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 7(2), 326–349. https://doi.org/10.5281/zenodo.18379455
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 23/12/2025

Accepted: 29/01/2026

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 7, Issue 02 (2026)

Rôle des Jeunes dans la Conception et la co-construction des Projets de territoires : Enjeux et Perspectives

Résumé

Cet article analyse la place de la jeunesse dans les processus de conception et de mise en œuvre des projets de territoire, en s'interrogeant sur les conditions de sa participation effective au développement territorial. Il s'inscrit dans une approche qui considère les jeunes non comme de simples bénéficiaires des politiques publiques, mais comme des acteurs à part entière de la production territoriale, porteurs d'initiatives, de capacités d'innovation et de projets. L'étude propose une lecture croisée des caractéristiques structurelles de la jeunesse marocaine et des principes méthodologiques du projet de territoire, afin d'examiner les modalités de convergence entre les aspirations juvéniles et les dynamiques territoriales.

La recherche mobilise une démarche qualitative contextualisée combinant une analyse documentaire et une enquête de terrain. L'analyse documentaire a permis de caractériser la structure démographique et socio-économique des jeunes dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, avec un focus sur le centre urbain d'El-Jebha, dans la province de Chefchaouen. Elle a été complétée par une étude qualitative fondée sur la réalisation d'entretiens semi-directifs, d'une durée de 30 à 45 minutes, menés auprès de jeunes âgés de 15 à 35 ans. L'échantillon a été constitué selon une méthode raisonnée, complétée par la technique de la boule de neige, et la collecte des données a été arrêtée à l'atteinte de la saturation sémantique, observée après le 15^{ème} entretien.

Les résultats mettent en évidence que la participation des jeunes aux projets de territoire demeure étroitement conditionnée par les configurations territoriales, les dispositifs institutionnels et l'accès différencié aux ressources territoriales. Ils montrent également que, lorsque des cadres de gouvernance inclusive sont mis en place, la jeunesse peut jouer un rôle structurant dans la co-construction territoriale. L'article souligne ainsi la nécessité d'intégrer la jeunesse dans une approche prospective du développement territorial, en tant que levier stratégique pour renforcer la cohésion sociale et favoriser des trajectoires de développement plus inclusives et résilientes.

Mots clés : Développement territorial, Gouvernance territoriale, Jeunesse, Projet de territoire , Territoire.

JEL Classification : R58

Type du papier : Recherche empirique

Abstract:

This article examines the role of youth in the processes of designing and implementing territorial projects, focusing on the conditions that enable their effective participation in territorial development. It adopts an analytical perspective that considers young people not merely as beneficiaries of public policies, but as key actors in territorial production, capable of contributing initiatives, innovation and project-based dynamics. The study proposes a cross-analysis of the structural characteristics of Moroccan youth and the methodological principles of territorial projects, in order to explore how youth aspirations can be aligned with territorial dynamics.

The research relies on a contextualized qualitative approach combining documentary analysis and fieldwork. Documentary analysis was used to characterize the demographic and socio-economic profile of young people in the Tanger-Tétouan-Al Hoceima region, with a particular focus on the urban center of El-Jebha in the province of Chefchaouen. This was complemented by semi-structured interviews lasting between 30 and 45 minutes, conducted with young people aged 15 to 35. Participants were selected through purposive sampling, supplemented by a snowball technique, and data collection was concluded upon reaching semantic saturation after the 15th interview.

The findings indicate that youth participation in territorial projects is strongly shaped by territorial configurations, institutional arrangements and differentiated access to local resources. They also show that inclusive governance frameworks can enable young people to play a structuring role in territorial co-construction. The article underscores the importance of integrating youth into a forward-looking territorial development approach, positioning them as a strategic lever for more inclusive and resilient development trajectories.

Keywords: Territorial Development, Territory, Territorial Governance, Territorial Project, Youth.

Classification JEL: R58

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

Dans un contexte de transition territoriale et de renouvellement des politiques de développement, le territoire s'affirme de plus en plus comme une construction sociale, politique et économique, dépassant sa seule dimension spatiale. Appréhendé comme un bassin de vie dynamique, il constitue un cadre structurant au sein duquel s'inscrivent les trajectoires individuelles et collectives, notamment celles de la jeunesse (Agnew, 1994–2014). Le territoire peut ainsi être compris comme un construit sociétal en constante évolution, produit par des interactions sociales inscrites dans un processus dynamique de territorialisation, de déterritorialisation et de reterritorialisation (TDR) (Raffestin, 2012 ; Haddy, 2021).

Ce processus repose sur la capacité des acteurs territoriaux à se constituer autour d'enjeux partagés et à mobiliser, transformer et valoriser les ressources, qu'elles soient latentes ou peu exploitées (Alberio, Longo & Vultur, 2019). Cette dynamique collective trouve notamment son expression dans la mise en œuvre de projets de territoires, conçus comme des instruments de co-construction et de développement endogène porteurs de sens pour les acteurs territoriaux.

Ce processus relationnel confère au territoire une singularité propre, façonnée par des pratiques, des usages et des représentations spécifiques. En tant que cadre structurant, le territoire influence les parcours, les choix et les trajectoires des jeunes, tout en étant simultanément transformé par leur engagement et leurs initiatives. Considérés comme des acteurs porteurs de changement, les jeunes interagissent avec leur environnement territorial, participent à ses dynamiques et en subissent les effets, l'appartenance au territoire se construisant fréquemment à travers les usages et les formes d'appropriation de l'espace (Boudreau, 2020).

Cependant, malgré l'essor des travaux consacrés aux projets de territoires et au développement territorial au Maroc et, plus largement, dans les pays du Maghreb, la dimension jeunesse demeure encore marginalement intégrée dans les analyses existantes, lesquelles privilégient le plus souvent des approches institutionnelles, sectorielles ou macro-territoriales. Les jeunes y sont généralement appréhendés comme des bénéficiaires des politiques publiques plutôt que comme des acteurs à part entière de la co-construction territoriale, capables d'influencer les trajectoires territoriales de développement. Par ailleurs, la littérature reste dominée par des études menées à l'échelle des grandes métropoles ou des territoires fortement urbanisés (Casablanca, Rabat, Tanger), laissant en marge les territoires intermédiaires, ruraux ou portuaires, telles que le centre urbain d'El-Jebha (cas de notre étude), pourtant révélateurs de dynamiques spécifiques en matière d'engagement, de ressources et de contraintes territoriales. En effet, dans un contexte où les enjeux liés à la jeunesse se posent avec acuité, tant sur le plan démographique que socio-économique, comment les dynamiques juvéniles peuvent-elles être intégrées de manière effective dans les démarches de développement territorial ? Plus précisément, ***dans quelle mesure les jeunes peuvent-ils devenir des acteurs à part entière de la co-construction des projets de territoires, et comment les acteurs de la gouvernance territoriale peuvent-ils évoluer pour reconnaître, accompagner et valoriser leur contribution à la transformation des territoires, notamment dans la RTTA ?***

Afin de répondre à cette problématique, nous optons pour une approche qualitative contextualisée, particulièrement adaptée à l'analyse des rapports entre jeunesse et territoire. Ce choix méthodologique permet d'appréhender de manière fine les perceptions, les aspirations et les expériences des jeunes dans leur environnement territorial. La démarche repose sur une analyse documentaire, complétée par des entretiens semi-directifs conduits jusqu'à l'atteinte de la saturation sémantique, offrant ainsi un cadre analytique pertinent pour examiner les conditions concrètes de participation des jeunes aux projets de territoires, ainsi que les leviers et les limites de leur implication dans des contextes territoriaux encore peu documentés par la recherche.

2. Territoires en mouvement et jeunesse en devenir : réflexions sur les fondements et les transformations conceptuelles

Avant d'analyser le rôle de la jeunesse dans les dynamiques territoriales, il apparaît nécessaire de revenir sur les fondements conceptuels de la jeunesse et les principes de la co-construction d'un projet de territoire

2.1. Fondement théorique de la « Jeunesse » : enjeux et défis d'une définition multidimensionnelle

La définition du concept de « jeunesse » revêt une importance majeure pour analyser la participation des jeunes dans les sphères sociale, politique et économique d'un pays. En l'absence d'un consensus universel sur cette définition, chaque État se réserve la prérogative de fixer un intervalle d'âge spécifique afin de cibler la population concernée par ses politiques publiques, ainsi que d'évaluer et d'ajuster les mesures qui lui sont destinées.

Depuis la première Consultation Nationale des Jeunes en 2001, le Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports (MCJS) marocain a précisé la catégorie de « la jeunesse » dans l'intervalle d'âge compris entre 15 et 29 ans (OCDE 2021). La même définition est adoptée au Liban et en Tunisie et se rapproche à celle retenue par les Nations Unies qui intègre dans la catégorie des jeunes, les personnes de 15 à 24 ans (OCDE 2021).

Dans ce contexte, l'analyse de la participation des jeunes aux projets de territoires s'inscrit dans une approche qui considère la jeunesse comme une catégorie sociale différenciée, structurée par des inégalités de ressources, de trajectoires et de positions dans l'espace social et territorial. Dans une perspective bourdieusienne, l'accès aux dispositifs participatifs ne peut être appréhendé indépendamment de la structure des positions sociales et de la distribution inégale des capitaux. En effet, comme le souligne Bourdieu (1980, 1986), la position des acteurs dans l'espace social, ainsi que leur capacité à intégrer les champs d'action collective, dépendent étroitement du volume et de la structure des capitaux – notamment social, culturel et symbolique – dont ils disposent. Appliquée à l'analyse de la participation des jeunes aux projets de territoires, cette approche met en évidence des capacités différenciées à mobiliser les réseaux d'acteurs (y compris les jeunes), à accéder aux ressources territoriales et à convertir l'engagement en pouvoir d'agir reconnu. Dans des territoires intermédiaires comme El-Jebha, l'accès à la participation institutionnelle s'inscrit dans des relations sociales locales relativement denses, où la proximité entre acteurs et la répétition des interactions structurent les modes de gouvernance. Ces configurations relationnelles influencent la visibilité et la capacité d'engagement de certains groupes, notamment les jeunes.

Les trajectoires juvéniles sont par ailleurs traversées par des expériences sociales plurielles et des épreuves d'intégration, d'autonomie et de reconnaissance, que Dubet (1994) analyse à travers la coexistence de logiques d'action parfois contradictoires, influençant les modalités d'adhésion, de distance critique ou de retrait vis-à-vis des projets de territoires.

Les travaux de Bidart (2006, 2010, 2011) soulignent, quant à eux, le rôle central des réseaux relationnels, des ancrages territoriaux et des trajectoires biographiques dans la construction des parcours d'engagement, en mettant en évidence l'articulation entre mobilités, appartenance territoriale et inscription dans des collectifs territoriaux.

Cependant, la participation des jeunes à la vie publique marocaine se base principalement sur les normes internationales (Agenda 2030, engagements de Bakou), dispositions constitutionnelles (Constitution de 2011) et textes législatifs nationaux (notamment la loi relative au Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative et les lois organiques sur les collectivités territoriales). Ces instruments visent à institutionnaliser l'intégration des jeunes dans les processus décisionnels aux niveaux national et infranational, en articulant trois objectifs centraux : participation au développement territorial, insertion socio-professionnelle

et promotion d'un environnement propice à l'épanouissement culturel et la reconnaissance du rôle stratégique de la jeunesse dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Dans ce contexte, les travaux récents en gouvernance urbaine et territoriale soulignent que l'inclusion effective des jeunes dans les processus de planification et de décision repose largement sur l'existence de mécanismes institutionnels de représentation, de médiation et de reconnaissance, ainsi que sur des modalités concrètes d'accès à l'information et aux instances de prise de décision (UNESCO, 2018). Dans des contextes territoriaux marqués par de fortes asymétries intergénérationnelles de pouvoir et une faible institutionnalisation de la participation juvénile, ces mécanismes apparaissent déterminants pour transformer l'expression des jeunes en une participation réellement significative. Cette grille de lecture est particulièrement pertinente pour analyser des territoires intermédiaires et portuaires tels qu'El-Jebha, où les canaux formels d'engagement demeurent limités et peu accessibles à la jeunesse.

Parallèlement, la littérature internationale met en évidence le rôle croissant des technologies numériques dans le renouvellement des formes de participation des jeunes à la gouvernance territoriale. Les travaux de UN-Habitat, montrent que les outils numériques peuvent constituer des leviers d'inclusion en facilitant l'accès à l'information, l'expression des besoins territoriaux et l'émergence d'initiatives territoriales portées par les jeunes (UN-Habitat 2015).

Cependant, ces analyses soulignent que l'impact des technologies demeure étroitement conditionné par l'existence de cadres institutionnels capables de reconnaître, d'encadrer et d'intégrer ces formes d'engagement dans les processus décisionnels. Dans le cas d'El-Jebha, les usages numériques apparaissent ainsi moins comme des substituts aux dispositifs participatifs que comme des espaces intermédiaires de mobilisation, permettant aux jeunes de maintenir un lien au territoire, de structurer des réseaux de sociabilité et de formuler des projets, sans garantir pour autant leur traduction en action publique. L'articulation entre ces pratiques émergentes et les dispositifs de gouvernance territoriale constitue dès lors un enjeu central du projet de territoire, en posant la question des conditions institutionnelles, relationnelles et organisationnelles nécessaires pour convertir l'expression juvénile — y compris numérique — en participation effective et en co-construction territoriale.

2.2. Conception d'un projet de territoire : vers une démarche intégrée, participative et fondée sur les ressources endogènes

À la différence d'un simple territoire de projet, souvent défini par une logique fonctionnelle ou administrative, le projet de territoire, tel que conceptualisé par Pierre Calame, renvoie à une dynamique territoriale fondée sur « la conjonction d'analyses, de désirs et de savoir-faire collectifs qui permet de polariser l'action de chacun autour d'une ambition commune, de résister aux forces centrifuges, de surmonter les contradictions internes d'intérêts, de saisir les opportunités qui se présentent, d'exploiter les marges de manœuvre, de replacer l'action de chacun, improvisée en fonction d'événements aléatoires, dans une perspective à long terme » (J. de Courson. 1993).

Dans ce contexte Gorgeu Jenkins, affirme que dans le cadre d'un projet de territoire, « les acteurs ont vocation à devenir les sujets du projet, à partir d'un processus de participation à la construction d'un projet pour le territoire » (Gorgeu Y., Jenkins C. 1997). Cette conception implique que la réussite d'un tel projet repose fondamentalement sur l'autonomisation des acteurs, leur capacité à s'appropriier les enjeux territoriaux et à devenir les auteurs de leur propre développement.

Dans cette optique, la participation des jeunes prend tout son sens, en tant que porteurs d'initiatives, acteurs de terrain et catalyseurs de changement, ils sont appelés à contribuer à cette dynamique collective. La responsabilité d'inscrire cette ambition dans une trajectoire politique cohérente incombe néanmoins aux élus et aux instances représentatives, détenteurs de

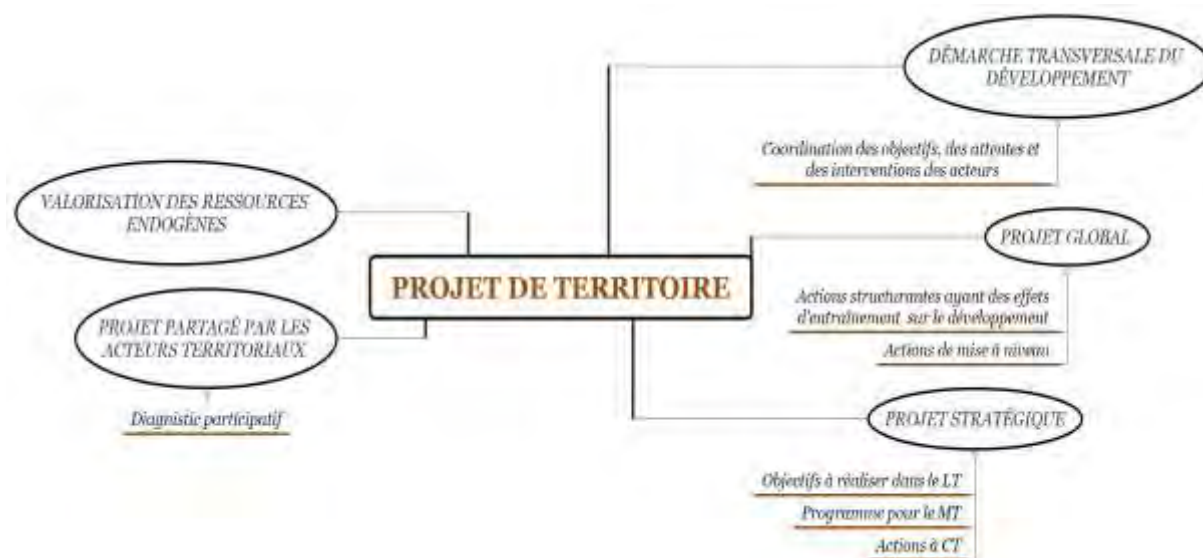
la légitimité démocratique, qui doivent assurer la convergence entre aspiration citoyenne – notamment juvénile – et projet de développement territorial.

Dans cette perspective, le Maroc a amorcé une évolution notable en intégrant la dimension participative dans l'élaboration des Programmes de Développement Régionaux (PDR), fondés sur des diagnostics territoriaux partagés. Ce changement traduit une volonté d'ancrer l'action publique territoriale dans une logique de projet de territoire.

Landel souligne dans ce sens que le territoire constitue un socle de confiance entre les acteurs territoriaux, leur permettant de réduire les incertitudes et d'éviter les ruptures grâce à une réappropriation collective des marges de manœuvre disponibles. Cette dynamique a favorisé l'émergence de la notion de « résilience territoriale », entendue comme la capacité des territoires à faire face à des chocs exogènes en mobilisant des organisations ancrées territorialement ainsi que des compétences spécifiques, dont les contours restent à approfondir Landel (2011).

En effet, le projet de territoire apparaît comme un instrument stratégique d'organisation et de transformation des territoires, qu'il s'agisse d'une commune, d'un groupement de communes ou d'une entité géographique cohérente en termes de caractéristiques physiques, économiques, humaines et de problématiques de développement. Il se distingue par quatre attributs fondamentaux (voir Fig. n° 1) : son ancrage territorial, sa dimension partenariale, sa visée stratégique à moyen et à long terme, et sa capacité à fédérer les acteurs autour d'objectifs communs en réponse aux défis territoriaux.

Figure 1 : Attributs d'un projet de territoire



Source : Figure effectuée par nos soins

Dans cette perspective, le projet de territoire s'inscrit dans une dynamique de gouvernance participative, fondée sur l'implication active et concertée de l'ensemble des acteurs territoriaux, y compris les jeunes, considérés comme des acteurs stratégiques du changement et de l'innovation territoriale (OCDE 2020). Il marque une rupture avec les modèles traditionnels de planification verticale, où les décisions de développement sont centralisées et déconnectées des spécificités territoriales. À travers cette démarche ascendante, le projet de territoire vise à construire collectivement une vision stratégique et contextualisée, fondée sur l'identification partagée des enjeux, des priorités et des leviers d'action, en tenant compte des aspirations et des capacités réelles des populations concernées.

Le projet de territoire constitue donc une démarche stratégique permettant à une collectivité territoriale de définir son développement futur de manière intégrée, tout en œuvrant à la

préservation de son identité singulière, au renforcement de sa cohésion sociale et à la pérennisation de sa mémoire collective.

Cinq caractéristiques fondamentales déterminent et orientent la construction dans le temps d'un projet de territoire (MATUH PV 2010) :

Figure 2 : Construction d'un Projet de Territoire



Source : Figure effectuée par nos soins

Dans cette perspective, la conception d'un projet de territoire requiert une connaissance approfondie des spécificités, des ressources endogènes et des dysfonctionnements du territoire, s'appuyant sur un travail collectif et une complémentarité interterritoriale. Cette compréhension éclaire la formulation du projet sur le long terme, qui implique l'identification des problématiques et des enjeux majeurs, ainsi que la définition d'actions ciblées selon les zones géographiques. L'implication des acteurs territoriaux, qu'ils soient élus, acteurs privés, jeunes ou société civile, est fondamentale pour la mobilisation autour d'une vision partagée et une co-construction territoriale effective. Parallèlement, la collaboration et la coordination interterritoriale sont essentielles pour la mise en réseau des territoires, le renforcement des complémentarités fonctionnelles et la création de dispositifs de gouvernance partagée. Ce processus doit être accompagné de systèmes d'observation, des instances de concertation, des mécanismes de suivi-évaluation et le renforcement des capacités des acteurs pour assurer la pérennité et l'efficacité dudit projet de territoire. Cette démarche souligne, en effet, le caractère multidimensionnel et participatif nécessaire à l'élaboration et à la mise en œuvre réussie d'un projet de territoire.

3. Méthodologie

3.1. Démarche méthodologique

La méthodologie mobilisée dans cet article repose sur une démarche qualitative, articulant une analyse documentaire et une enquête de terrain par entretiens semi-directifs, afin d'analyser les modalités de participation des jeunes aux projets de territoires dans un contexte intermédiaire et portuaire, à savoir le centre urbain d'El-Jebha, dans la province de Chefchaouen (Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima).

⇒ **Analyse documentaire**

L'analyse documentaire repose sur un corpus raisonné de 14 documents sélectionnés pour leur pertinence analytique et leur contribution directe à la compréhension des dynamiques territoriales et de la place de la jeunesse dans les projets de territoires au sein de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima, avec un focus sur le centre urbain d'El-Jebha (province de Chefchaouen). Ce corpus ne vise pas l'exhaustivité, mais l'atteinte d'une saturation analytique, conformément aux principes de l'analyse documentaire qualitative (Bowen, 2009). Ce corpus comprend principalement : les données statistiques produites par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), relatives à la structure démographique, socio-économique et aux conditions d'insertion des jeunes ; des documents techniques et données internes communiquées par l'Inspection régionale de la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (RTTA) ; des rapports internationaux (OCDE, UN-Habitat) mobilisés pour l'analyse des cadres opérationnels et des indicateurs relatifs à la jeunesse et au développement territorial.

Les documents ont été sélectionnés selon des critères explicites de pertinence thématique, de fiabilité institutionnelle, d'échelle d'analyse et d'actualité (2015–2024). L'analyse a été conduite par codage thématique, mise en relation avec les entretiens semi-directifs et triangulation des sources, afin de dépasser une lecture descriptive et proposer une interprétation territorialisée des données.

⇒ **Enquête qualitative**

Le second volet méthodologique repose sur une enquête qualitative fondée sur la réalisation de 15 entretiens semi-directifs auprès de jeunes âgés de 15 à 35 ans, sélectionnés selon une méthode d'échantillonnage raisonné, complétée par la technique de la boule de neige. Ce choix méthodologique vise à assurer une profondeur analytique et une adéquation contextuelle au territoire étudié.

Les entretiens ont été conduits entre [Juillet/2023] et [Août/2023], dans un contexte post-Covid, et ont duré entre 30 et 45 minutes. Le guide d'entretien a abordé notamment : les trajectoires personnelles et professionnelles, les formes d'ancrage territorial, les expériences d'engagement collectif, la perception des ressources territoriales, les rapports aux institutions territoriales, ainsi que les représentations et aspirations liées au projet de territoire.

La composition du corpus qualitatif reflète une diversité de profils en termes de sexe, de niveau d'études et de situations socio-professionnelles. La collecte des données a été arrêtée à l'atteinte de la saturation sémantique, observée à partir du quinzième entretien, les discours recueillis ne faisant plus émerger de thématiques nouvelles mais confirmant et approfondissant les catégories analytiques identifiées¹.

3.2. Échantillon

Le choix méthodologique d'un échantillon raisonné, complété par la technique de boule de neige, a été conçu pour garantir une profondeur analytique et une pertinence contextuelle particulièrement adaptée au territoire rural et portuaire étudié. Ce choix repose sur des fondements théoriques solides qui assurent une exploration approfondie et diversifiée de l'implication des jeunes dans la conception des projets de territoire. En effet, l'échantillon raisonné permet de cibler des participants présentant des caractéristiques spécifiques — telles que la résidence, le niveau d'études, le statut professionnel ou l'engagement associatif — afin de capter la diversité des trajectoires et expériences, conformément à l'approche constructiviste de Patton (2002). La technique de boule de neige, quant à elle, s'appuie sur la théorie des réseaux sociaux (Granovetter, 1973) et facilite l'identification d'acteurs clés dans des

¹ Un tableau récapitulatif détaillant le profil des personnes enquêtées (code, âge, sexe, niveau d'études, durée de l'entretien) est présenté en annexe.

populations difficiles à atteindre, en lien avec la théorie de l'espace social (Lefebvre, 1974), la stratification sociale (Weber, 1922) et la théorie de l'engagement (Klandermans, 1997).

Par ailleurs, la sélection des jeunes âgés de 15 à 35 ans repose sur des approches socio-démographiques qui, bien que ne correspondant pas à la définition statistique standard de l'ONU (15-24 ans), sont reconnues comme pertinentes par l'Organisation des Nations Unies et adoptées par de nombreux États membres dans leurs politiques nationales de jeunesse, comme suggéré par la flexibilité du Programme mondial d'action pour la jeunesse (ONU, 1995) et les pratiques de ses agences pour des programmes spécifiques de développement. Ainsi, la population totale d'El-Jebha, de 4 471 habitants, avec une proportion de 31,3 % de jeunes (environ 1 399 personnes selon le RGPH 2024), souligne l'importance de cette tranche d'âge pour les politiques socio-économiques de la région, renforçant ainsi la légitimité d'un choix d'échantillon ciblé pour une étude approfondie sur le terrain. La dimension qualitative et inductive de cette démarche garantit une compréhension en profondeur des expériences vécues dans des contextes variés (Patton, M.Q. 2002).

L'enquête qualitative repose sur 15 entretiens semi-directifs menés auprès de jeunes résidant dans le centre urbain d'El-Jebha, sélectionnés selon des critères croisant lieu de résidence, niveau d'études, statut professionnel (formel/informel) et engagement associatif. Ce choix s'inscrit dans une démarche qualitative privilégiant la profondeur analytique et la diversité des trajectoires plutôt que la représentativité statistique. Conformément aux principes de la théorie ancrée (Glaser & Strauss, 1967), l'échantillon a été constitué jusqu'à l'atteinte d'une saturation analytique progressive, les derniers entretiens venant consolider les catégories interprétatives sans en générer de nouvelles. Des travaux méthodologiques montrent par ailleurs que des échantillons restreints permettent d'atteindre cette saturation lorsque le terrain est circonscrit et relativement homogène (Guest, Bunce & Johnson, 2006).

3.3. Outils de collecte des données

L'outil principal de collecte des données qualitatives mobilisé dans cette recherche est un guide d'entretien semi-directif, élaboré de manière rigoureuse à partir du cadre théorique et des objectifs analytiques de l'étude. La construction du guide s'est appuyée sur une revue ciblée de la littérature relative aux projets de territoire, à la gouvernance territoriale et à la participation des jeunes, ainsi que sur les enseignements issus de l'analyse documentaire préalable. Le guide d'entretien est structuré autour de trois axes thématiques complémentaires, visant à explorer, d'une part, les contraintes structurelles à la participation juvénile, d'autre part, les perceptions et représentations des jeunes quant à leur rôle et leur légitimité dans les projets de territoire, et enfin les leviers susceptibles de renforcer une implication effective et territorialisée. Cette structuration a permis de garantir à la fois la comparabilité des entretiens et la flexibilité nécessaire à l'émergence de discours, d'expériences et d'interprétations propres aux enquêtés.

3.4. Conduite des entretiens

Pour approfondir la compréhension qualitative des dynamiques observées, des entretiens semi-directifs ont été menés d'une durée de 30 à 45 minutes, conduits en langue locale afin d'assurer une expression authentique et d'encourager la libre parole des participants. Un guide thématique flexible a été élaboré pour structurer la discussion sans entraver la spontanéité, permettant l'exploration en profondeur des perceptions et vécus individuels. Avant chaque entretien, un consentement éclairé pour l'enregistrement audio a été systématiquement recueilli, garantissant ainsi les principes éthiques de la recherche.

La première question posée aux participants visait à s'assurer de leur appartenance à la tranche d'âge ciblée (15-35 ans), un critère démographique clé pour l'étude. Concernant l'échantillon, bien qu'un objectif initial de 30 entretiens ait été envisagé, le recrutement a été ajusté. La décision de clôturer la collecte de données après le 15^{ème} entretien repose sur l'atteinte de la

saturation sémantique : une phase où de nouvelles données ne révèlent plus de thèmes ou d'informations inédits, mais confirment et approfondissent les catégories déjà identifiées. Étant donné la nature exploratoire de cette étude qualitative, cette approche, privilégiant la profondeur à l'exhaustivité numérique, est méthodologiquement justifiée par l'atteinte d'une compréhension substantielle des phénomènes étudiés sans nécessiter un échantillon plus large.

Le processus d'analyse a été rigoureux, incluant la transcription intégrale des verbatims, suivie d'un codage manuel thématique, d'un regroupement des codes en catégories significatives, de l'élaboration de matrices comparatives pour identifier les convergences et les divergences avec une validation croisée des interprétations. Cette démarche vise à garantir la robustesse interprétative des résultats en privilégiant l'empowerment des participants et en mettant en exergue leur rôle d'acteurs dans la recherche. La triangulation des données issues de ces entretiens avec l'analyse documentaire et statistique a permis d'offrir une lecture contextualisée et multidimensionnelle des discours des jeunes. Les insights ainsi générés ont permis de formuler des recommandations opérationnelles concrètes, destinées à renforcer leur participation et leur rôle dans la conception et la co-construction de projets de territoires.

3.5. Méthode de l'Analyse des données

Les données qualitatives issues des entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique manuelle, reposant sur un codage inductif et itératif. L'analyse a visé à croiser les discours des enquêtés avec les éléments issus de l'analyse documentaire, dans une logique de triangulation des sources, afin d'identifier les leviers, les contraintes et les formes différenciées de participation des jeunes aux projets de territoires. Le choix d'une analyse manuelle, adapté à la taille du corpus, a permis une immersion approfondie dans les discours des enquêtés et une interprétation fine des dynamiques territoriales étudiées. Cette démarche méthodologique permet ainsi d'articuler les cadres institutionnels et stratégiques du développement territorial avec les expériences vécues, les trajectoires et les capacités d'action des jeunes dans un territoire intermédiaire peu documenté par les travaux empiriques.

4. Résultats

4.1. Résultats de l'Analyse documentaire

Avant d'annoncer les résultats, il est opportun de commencer par une présentation de notre cas d'étude, à savoir le centre urbain El Jebha située dans le Rif occidental, dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma.

4.1.1. Présentation du centre urbain El Jebha objet de l'étude

Le présent cas d'étude effectué au sein de la RTTA concerne précisément le centre urbain El Jebha, qui est une petite ville portuaire, située dans le Rif occidental, dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, commune rurale de M'Tioua, dans la province de Chefchaouen. La population totale d'El-Jebha, de 4 471 habitants, avec une proportion de 31,3 % de jeunes (environ 1 399 personnes selon le RGPH 2024). Le centre urbain d'El Jebha est stratégiquement implanté sur la façade méditerranéenne du Maroc septentrional, formant une interface clé entre le littoral et un arrière-pays suggéré comme rural et montagneux, situé entre Chefchaouen à l'ouest/sud-ouest et Al Hoceima à l'est. Identifié comme un pôle de taille modeste sur la carte, il se distingue des grandes agglomérations comme Tanger ou Tétouan.

Sa structure est fortement influencée par son réseau routier, qui le relie directement à Chefchaouen et Al Hoceima, le positionnant ainsi comme un carrefour local ou un point d'étape sur cet axe côtier majeur.

Cette localisation privilégiée sur la Méditerranée confère à El Jebha un potentiel considérable, notamment dans le tourisme balnéaire et l'écotourisme, grâce à l'attrait de ses plages et de son

environnement naturel préservé. Le réseau routier existant, bien que potentiellement sinueux, assure une certaine accessibilité et pourrait soutenir le développement de services pour les voyageurs et l'essor des activités de pêche.

Cependant, plusieurs défis se posent, à savoir une densité routière relativement faible, combinée à un éloignement des infrastructures majeures telles que les aéroports de Tanger, Tétouan ou Al Hoceima, ce qui engendre un certain isolement qui peut freiner l'attraction d'investissements significatifs, limiter l'accès à des marchés plus vastes et entraver la diversification économique.

4.1.2. Dynamiques démographiques, inégalités territoriales et capacité d'engagement des jeunes dans les projets de territoires de la RTTA-Centre urbain El Jebha

La région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (RTTA), qui comptait environ 4,03 millions d'habitants en 2024, se caractérise par une dynamique démographique plus soutenue que la moyenne nationale, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 1,26 % entre 2014 et 2024, contre 0,85 % à l'échelle nationale (RGPH 2024). Cette croissance globale masque toutefois des transformations structurelles profondes qui affectent directement les conditions d'engagement des jeunes dans les projets de territoires.

La transition démographique en cours se traduit par une contraction progressive de la population jeune et, plus particulièrement, de la tranche d'âge 20-40 ans, qui constitue le cœur du potentiel d'initiative, d'innovation et de participation territoriale. Comme l'illustre la Figure 3, la part de cette tranche d'âge dans la population active régionale est passée de 35 % en 2014 à 31 % en 2024. Parallèlement, la population âgée de 60 ans et plus, connaît une augmentation significative, passant de 8 % à 12 % sur la même période. Cette évolution reflète un vieillissement démographique progressif, combinant baisse de la fécondité, allongement de l'espérance de vie et migrations sélectives des jeunes adultes vers des pôles économiques plus attractifs.

Figure 3 : Évolution de la Pyramide des âges dans la RTTA (2014-2024)



Source : IRUAT-TTA (2025)

D'un point de vue territorial, ces dynamiques ont des effets différenciés sur la capacité des jeunes à s'inscrire dans des projets de territoires. La diminution relative des jeunes actifs réduit mécaniquement le vivier de compétences locales disponibles pour porter des initiatives collectives, participer aux dispositifs de gouvernance territoriale ou s'investir dans des démarches de co-construction territoriale, notamment dans les espaces périphériques. Elle accentue également la pression sur les jeunes restants, confrontés à un marché du travail plus contraint et à des trajectoires marquées par la précarité ou la mobilité contrainte.

Sur le plan économique, la RTTA affiche une progression modérée mais réelle de sa contribution au PIB national, passant de 9,8 % en 2014 à 10,4 % en 2022, tandis que sa part dans la population nationale augmente de 10,5 % à 10,9 % (Figure 4). L'écart positif entre la

croissance économique (+0,6 %) et la croissance démographique (+0,4 %) suggère une amélioration relative de la productivité régionale, portée principalement par l'industrialisation, les infrastructures logistiques et les activités portuaires concentrées autour du pôle Tanger-Assilah.

Figure4 : Situation économique de la RTTA en Termes de PIB & Démographie



Source : Données RGPH 2024

Figure effectuée par nos soins

Dans ce contexte, cette dynamique reste fortement polarisée spatialement, avec une concentration remarquable des investissements, des emplois industriels et logistiques, ainsi que des services structurants (formation, santé, transport) au niveau de la province de Tanger, générant ainsi des économies d'agglomération qui renforcent son attractivité pour les jeunes. À l'inverse, des territoires comme Chefchaouen et le centre urbain portuaire d'El-Jebha demeurent en marge de ces dynamiques. À Chefchaouen, l'économie reste dominée par l'agriculture et un tourisme rural à faible valeur ajoutée, limitant ainsi les opportunités d'emploi qualifié et d'entrepreneuriat pour les jeunes. À El-Jebha, malgré un potentiel maritime important, l'insuffisance des infrastructures, la faible valorisation des ressources halieutiques et le déficit d'ingénierie territoriale réduisent les capacités territoriales à transformer ces ressources en projets réels.

Ces disparités territoriales ont des implications directes en matière de gouvernance territoriale et de participation juvénile. Les jeunes des territoires périphériques sont confrontés à un double désavantage : une offre économique limitée et des dispositifs de gouvernance souvent moins accessibles ou moins outillés pour intégrer leurs initiatives. La concentration des ressources et des décisions dans les pôles métropolitains tend ainsi à renforcer un gradient d'attractivité territoriale, favorisant l'exode des jeunes actifs et affaiblissant, dans les territoires intermédiaires et ruraux, les capacités territoriales de mobilisation collective autour de projets de territoires.

En effet, la capacité des jeunes à s'engager dans des projets de territoires dans la RTTA dépend étroitement de leur inscription territoriale. Là où les dynamiques économiques sont diversifiées et les dispositifs de gouvernance plus structurés, les opportunités d'engagement sont renforcées ; à l'inverse, dans les territoires en situation de marginalité relative, la contraction du capital humain juvénile et les inégalités d'accès aux ressources limitent la participation effective des jeunes, posant la question de politiques territoriales différenciées capables de rééquilibrer les conditions d'un engagement juvénile durable et inclusif.

4.2. Résultats de l'étude qualitative

L'analyse thématique des entretiens semi-directifs révèle une typologie différenciée des formes de participation et de positionnement des jeunes face aux projets de territoires. Elle met en évidence, d'une part, des **situations de désengagement contraint**, résultant principalement de conditions structurelles défavorables qui restreignent l'accès aux dispositifs participatifs. D'autre part, elle fait apparaître des **formes d'engagement critique**, portées par des jeunes

exprimant une volonté d'implication tout en adoptant une posture réflexive vis-à-vis de modes de gouvernance perçus comme peu inclusifs ou faiblement effectifs. L'analyse identifie également des profils de jeunes entrepreneurs territoriaux, qui mobilisent des ressources sociales, culturelles et territoriales pour initier des actions de développement territorial, souvent en articulation partielle avec les cadres institutionnels existants. Cette typologie souligne que la participation juvénile ne saurait être appréhendée de manière homogène, mais comme un ensemble de positionnements socialement et territorialement situés, étroitement dépendants de l'accès différencié aux instances de prise de décision, aux ressources et aux réseaux territoriaux (voir tableau n° 1).

Tableau n°1. Typologie des formes de participation des jeunes aux projets de territoires : profils, ressources et modalités d'engagement

Profil de jeunes	Caractéristiques socio-territoriales dominantes	Ressources mobilisables (ou contraintes)	Rapport aux dispositifs de gouvernance locale	Formes d'engagement observées	% par typologie des formes de participation
Jeunes désengagés contraints	Jeunes en situation de précarité socio-économique ; souvent issus de territoires périphériques ou enclavés (ex. El-Jebha, zones rurales de Chefchaouen)	Faible capital économique ; capital social limité ; accès restreint à l'information et aux réseaux institutionnels	Distance forte vis-à-vis des institutions ; sentiment d'exclusion ou d'invisibilité ; faible lisibilité des dispositifs participatifs	Non-participation, retrait contraint, stratégies individuelles de survie ou de mobilité (exode, migration, emplois informels)	26,7 %
Jeunes engagés critiques	Jeunes diplômés ou en cours d'insertion ; trajectoires marquées par des expériences associatives ou militantes locales	Capital culturel intermédiaire à élevé ; capital critique ; réseaux associatifs locaux	Engagement ambivalent : volonté de participation mais forte défiance vis-à-vis des dispositifs formels perçus comme symboliques ou peu efficaces	Participation ponctuelle, engagement sélectif, mobilisation revendicative, interpellation des acteurs locaux	46,6 %
Jeunes entrepreneurs territoriaux	Jeunes porteurs de projets économiques, sociaux ou culturels ; ancrage territorial affirmé	Capital social élevé ; capacité de mobilisation de ressources locales ; réseaux hybrides (institutionnels et informels)	Relation pragmatique aux institutions ; utilisation stratégique des dispositifs existants	Engagement proactif, création d'initiatives locales, entrepreneuriat social, innovation territoriale	26,7 %

Source : Entretiens semi-directifs

Les résultats issus de l'analyse qualitative sont présentés selon trois axes thématiques structurants, définis en amont lors de l'élaboration du guide d'entretien, et visant à rendre compte de la diversité des dynamiques de participation juvénile aux projets de territoires.

Axe 1. Contraintes structurelles limitant l'implication effective des jeunes

L'analyse du corpus d'entretiens met en évidence l'existence de **contraintes structurelles fortes** qui pèsent sur la participation juvénile aux projets de territoires. Près de **26,7 % des**

enquêtés relèvent d'une situation de **désengagement contraint**, caractérisée par une insertion précaire dans le secteur informel, un accès limité à l'information institutionnelle et une faible reconnaissance des trajectoires juvéniles par les dispositifs de gouvernance territoriale. Ces jeunes expriment un éloignement des processus de co-construction non par désintérêt, mais en raison de **barrières socio-économiques**, de la complexité administrative et d'une asymétrie informationnelle persistante. Cette configuration traduit une inégalité d'accès aux ressources territoriales (information, réseaux, dispositifs d'appui), qui restreint leur capacité à transformer leurs aspirations en engagement effectif. Les résultats confirment ainsi que la participation juvénile demeure socialement et territorialement conditionnée, et qu'elle s'inscrit dans des rapports différenciés aux opportunités offertes par l'action publique territoriale.

Axe 2. Représentations, perceptions et positionnements des jeunes face à la gouvernance territoriale

Le deuxième axe révèle que **46,6 % des jeunes interrogés** s'inscrivent dans une posture d'**engagement critique**. Ces profils, majoritairement composés d'étudiants, de diplômés et d'acteurs associatifs, manifestent une volonté d'implication dans les projets de territoires, tout en développant une lecture distanciée des dispositifs participatifs existants. Les entretiens montrent que ces jeunes se perçoivent comme des acteurs disposant de compétences, d'idées et de connaissances territoriales, mais **faiblement reconnues** dans les arènes décisionnelles. Ils dénoncent des formes de participation souvent tardives, consultatives ou symboliques, qui limitent leur capacité d'influence réelle sur la définition des priorités territoriales. Cette posture traduit une tension entre, d'une part, un capital d'engagement et de compétences mobilisable et, d'autre part, un déficit de légitimité institutionnelle, conduisant à des formes d'implication sélectives, intermittentes ou parallèles aux cadres formels de gouvernance.

Axe 3. Leviers d'action pour une participation juvénile plus inclusive et territorialisée

Le troisième axe met en lumière l'existence de **leviers d'action concrets**, identifiés à partir des trajectoires des **jeunes entrepreneurs territoriaux**, qui représentent **26,7 % de l'échantillon**. Ces profils regroupent des porteurs de projets territoriaux, des responsables associatifs et des entrepreneurs locaux, capables de mobiliser des ressources sociales, culturelles et territoriales pour initier des actions de développement à l'échelle territoriale. Les résultats montrent que leur capacité d'engagement repose sur la combinaison de plusieurs facteurs : accès aux réseaux relationnels, reconnaissance locale, maîtrise minimale des dispositifs institutionnels et ancrage territorial fort. Toutefois, ces initiatives demeurent souvent fragiles, dépendantes d'un accompagnement institutionnel ponctuel et insuffisamment intégrées aux stratégies territoriales formelles. L'analyse suggère ainsi que le renforcement de la participation juvénile passe moins par une injonction à l'engagement que par la **création de conditions structurelles favorables** : accès à l'information, renforcement des capacités, formalisation des initiatives et institutionnalisation de mécanismes participatifs dotés d'un réel pouvoir d'influence.

5. Analyse et discussion des résultats

L'analyse des résultats s'articule autour de trois axes thématiques complémentaires visant à rendre compte des dynamiques complexes de participation juvénile aux projets de territoires. Le premier axe met en lumière les contraintes structurelles qui limitent l'implication effective des jeunes dans les processus de co-construction territoriale, notamment en lien avec les inégalités socio-économiques, l'accès différencié à l'information et la reconnaissance institutionnelle. Le deuxième axe interroge les représentations et perceptions que les jeunes développent quant à leur rôle, leur légitimité et leur capacité d'influence au sein des dispositifs

de gouvernance territoriale. Ainsi, le troisième axe identifie les leviers d'action susceptibles de favoriser une participation plus inclusive, durable et territorialisée de la jeunesse, en tenant compte des ressources disponibles et des configurations territoriales de gouvernance.

5.1. Défis entravant la participation de la jeunesse marocaine à la co-construction de leur projet de territoire

Le contexte marocain présente un ensemble de défis devant l'épanouissement et la réalisation du potentiel des jeunes. Ces derniers sont confrontés à de nombreux obstacles qui freinent leur participation à la vie économique et sociale de leur territoire, ce qui impacte considérablement leur présent et leur avenir. Les jeunes des zones les plus éloignées des grands centres urbains (illustration par le présent cas d'étude) sont confrontés, particulièrement, à des difficultés dans leur accès aux services publics et encore plus à la participation du développement de leur territoire. Les résultats recueillis mettent en lumière un ensemble de défis affectant le développement territorial, notamment dans les domaines de l'accès à l'information, de la gouvernance, de l'économie informelle, et des infrastructures. Les jeunes, interrogés lors des entretiens effectués, ont souligné des préoccupations majeures nécessitant une intervention urgente des pouvoirs publics.

Défi 1 : l'accès à l'information et le renforcement des capacités

Les résultats empiriques mettent en évidence que l'accès à l'information et le renforcement des capacités constituent des conditions structurantes, mais encore largement insuffisantes, de la participation effective des jeunes aux projets de territoires. Le sentiment récurrent de désorientation administrative exprimé par les enquêtés révèle une asymétrie informationnelle persistante entre institutions et acteurs juvéniles, confirmant les analyses critiques de la territorialisation qui soulignent que la proximité territoriale ne garantit pas, en soi, l'inclusion des acteurs territoriaux dans les processus décisionnels (Pecqueur & Zimmermann, 2004).

Verbatim 1 (jeune participant, 22 ans): « *Franchement, le défi majeur est double : d'une part, on manque cruellement d'accès à une information transparente et pertinente sur les projets de développement, on ne sait pas quand ni comment ils sont décidés. Souvent, on apprend les choses trop tard, quand tout est déjà ficelé. D'autre part, même si cette information était disponible, on ressent un réel besoin de renforcement de nos capacités – des formations, des outils – pour pouvoir non seulement comprendre les enjeux techniques, mais surtout proposer des actions concrètes et pertinentes, et ne pas juste être là pour « faire nombre ». On veut être des acteurs, pas de simples figurants.* ». Cette situation peut être interprétée, dans la perspective de Bourdieu (1980, 1986), comme l'effet d'une distribution inégale des capitaux culturel, social et symbolique, qui conditionne la capacité des jeunes à comprendre les procédures administratives, à intégrer les réseaux d'acteurs territoriaux et à convertir leur engagement en pouvoir d'agir effectif.

En effet, les jeunes disposant de faibles ressources scolaires, relationnelles ou institutionnelles demeurent ainsi marginalisés des espaces de décision, malgré leur proximité territoriale avec les projets. Car en l'absence de dispositifs de formation en montage de projets, de médiation administrative et d'appui technique localisé, les jeunes peinent à transformer leurs initiatives en projets reconnus, ce qui limite leur capacité à contribuer à la gouvernance collective du territoire.

Par ailleurs, la coexistence d'activités formelles et informelles, notamment dans le secteur touristique, révèle une forme de résilience « contrainte », au sens où les jeunes développent des stratégies d'adaptation face à la complexité réglementaire et aux coûts d'accès à la formalisation. Si ces pratiques témoignent d'une capacité d'auto-organisation locale, elles fragilisent toutefois la durabilité économique et institutionnelle des initiatives, entrant en tension avec les approches de la résilience territoriale qui insistent sur l'articulation entre

innovation territoriale, sécurisation institutionnelle et reconnaissance des acteurs (Folke et al., 2016). Ainsi, loin de traduire un déficit d'engagement, ces constats mettent en lumière un décalage structurel entre aspirations juvéniles, cadres de gouvernance et capacités territoriales d'accompagnement.

Défi 2 : Une gouvernance territoriale peu inclusive

La gouvernance territoriale, souvent déconnectée des acteurs de terrain, se révèle défaillante. Les résultats empiriques mettent en évidence un décalage persistant entre l'existence formelle d'instances consultatives et leur capacité réelle à structurer une participation effective des acteurs territoriaux, en particulier des jeunes. **Verbatim 6** (Jeune participant, 25 ans, secteur associatif) : « *Un défi majeur pour nous, c'est l'accès aux lieux de décision pour le territoire. On constate que les processus de consultation ne nous atteignent pas toujours, ou alors, nos contributions ne semblent pas trouver leur chemin jusqu'aux étapes finales. On aimerait simplement comprendre comment nos préoccupations sont prises en compte quand des projets nous concernant directement sont planifiés. L'impression est que les décisions importantes se construisent sans notre participation active, ce qui rend difficile de se sentir pleinement partie prenante.* ». Bien que des dispositifs de concertation sont institutionnellement prévus, leur efficacité demeure limitée par l'absence de mécanismes participatifs formalisés, de moyens opérationnels dédiés et de marges d'influence claires sur la décision publique. Cette situation confirme les analyses de Bourdieu (1980, 1986), selon lesquelles l'accès aux espaces de pouvoir et de décision est socialement différencié et fortement conditionné par la détention de capitaux relationnels et symboliques, conduisant à une sélection implicite des acteurs légitimes et à la marginalisation des profils moins dotés.

Dans la perspective de Dubet (1994), cette configuration institutionnelle produit des logiques d'action ambivalentes chez les jeunes : une logique d'intégration contrariée, marquée par une volonté de participation sans reconnaissance effective ; une logique critique, exprimant une distance réflexive à l'égard de dispositifs perçus comme peu inclusifs ; et, dans certains cas, une logique de retrait ou de contournement, traduisant une perte de confiance dans la capacité de la gouvernance locale à intégrer des contributions citoyennes significatives. Les résultats nuancent ainsi les approches normatives de la participation, en montrant que la simple existence d'arènes consultatives ne garantit ni l'inclusion réelle ni l'engagement durable.

Par ailleurs, l'analyse de la valorisation des ressources endogènes révèle une **asymétrie structurelle** marquée, notamment dans le secteur halieutique. Bien que la pêche constitue l'activité économique dominante à El-Jebha, celle-ci demeure largement intégrée à des filières industrielles orientées vers l'exportation et polarisées par des pôles extérieurs, en particulier la zone économique de Tanger. Cette configuration confirme les thèses de Pecqueur et Zimmermann (2004) sur la captation externe de la valeur et la faible territorialisation des ressources, limitant la production de valeur ajoutée locale et les retombées économiques directes pour les communautés résidentes. **Verbatim 10** (Pêcheur local et commerçant, 35 ans) : « *Ici, on sort le poisson de la mer, c'est notre vie. Mais dès qu'il est sur la terre ferme, il est déjà presque parti. Les grands acheteurs, avec leurs camions réfrigérés, viennent le collecter pour l'envoyer directement vers les usines de transformation à Tanger, ou même au-delà pour l'export. Nous, on touche un prix pour le poisson brut, le frais, et c'est tout. Toute la valeur ajoutée – la mise en conserve, la préparation, la commercialisation sous marque – ça se fait ailleurs. L'argent conséquent, les emplois liés à cette transformation et à la distribution, ça ne reste pas ici, chez nous. C'est frustrant de voir notre richesse locale partir sans qu'on puisse en profiter pleinement sur place.* »

Contrairement à certaines approches des communs territoriaux, ces résultats montrent que les ressources territoriales ne deviennent structurantes qu'à la condition d'être adossées à des dispositifs de gouvernance inclusifs et à des mécanismes de redistribution. En l'absence de tels

cadres, la territorialisation demeure inachevée, renforçant les asymétries de pouvoir et restreignant la capacité des jeunes à se projeter comme acteurs légitimes du projet de territoire.

Défi 3. Dégradation des infrastructures et services publics : vulnérabilités territoriales et ressorts de résilience juvénile

La dégradation des infrastructures et des services publics constitue un facteur structurel majeur affectant les conditions de vie et les capacités d'engagement des jeunes dans les projets de territoires. Les résultats empiriques soulignent la détérioration des réseaux routiers, l'insuffisance d'équipements d'accueil touristique et le déficit d'accès à certains services essentiels, contribuant à une baisse de l'attractivité territoriale et à un affaiblissement du cadre de vie territorial. Ces carences confirment les analyses de la littérature sur les territoires intermédiaires et périphériques, où l'insuffisance des investissements publics renforce les déséquilibres territoriaux et limite les opportunités territoriales de développement (Veltz, 2014 ; OECD, 2020).

Sur le plan social, cette fragilité infrastructurelle se combine à une vulnérabilité socio-économique accrue, exacerbée par les effets de la pandémie de COVID-19. La précarité de l'emploi, la forte prévalence de l'informalité et la perte de revenus ont particulièrement affecté les jeunes, réduisant leurs marges de manœuvre économiques et leur capacité à se projeter dans des trajectoires d'engagement durable. Dans une lecture bourdieusienne, ces contraintes renvoient à une faiblesse des capitaux économiques et institutionnels, qui limite l'accès aux ressources nécessaires pour transformer l'intention d'agir en action collective structurée (Bourdieu, 1980, 1986).

Toutefois, les entretiens révèlent simultanément l'existence de ressorts de résilience territoriale portés par les jeunes eux-mêmes. Malgré les contraintes, un attachement territorial fort et une volonté affirmée de contribuer au développement territorial émergent de manière récurrente dans les discours. Comme l'illustre le **Verbatim 11** d'un Jeune entrepreneur local de 27 ans: *«Il est indéniable que nous faisons face à de nombreux défis ici, que ce soit le manque d'opportunités ou l'isolement. Mais malgré toutes ces difficultés, il y a chez nous un attachement profond à notre territoire, à nos racines. On ne veut pas juste constater les problèmes ou envisager de partir ; au contraire, une forte volonté de voir notre région se développer nous motive. Nous croyons en son potentiel et nous avons des idées, des propositions concrètes pour contribuer à construire son avenir. On veut que notre projet de territoire se concrétise ici. »* Cette observation nuance les approches strictement déterministes de la mobilité juvénile et rejoint les travaux sur la résilience territoriale, qui soulignent le rôle des acteurs territoriaux dans la capacité des territoires à absorber les chocs et à se reconfigurer (Folke et al., 2010 ; Méndez, 2018).

Dans ce contexte, les jeunes privilégient majoritairement des stratégies de maintien et d'amélioration des conditions de vie plutôt que la migration, même si l'émigration des diplômés demeure une tendance observable. La mobilisation du patrimoine naturel et culturel, ainsi que l'engagement associatif, apparaissent comme des leviers potentiels de développement endogène et de reconstruction du lien territorial. Néanmoins, les résultats montrent que ces dynamiques restent fragiles et conditionnées par l'existence de dispositifs d'accompagnement, de soutien technique et de reconnaissance institutionnelle. En l'absence de tels cadres, l'attachement territorial et l'engagement juvénile risquent de demeurer à l'état de ressources latentes, insuffisamment traduites en projets de territoires.

Les infrastructures et services publics sont également dégradés, notamment par la détérioration des routes, le manque d'équipements d'accueil touristique, et l'insuffisance d'accès aux services essentiels, fragilisant davantage l'attractivité et la qualité de vie territoriale.

Les dimensions sociales montrent une forte vulnérabilité, accentuée par le contexte de la pandémie de COVID-19. La précarité, la forte informalité et la perte de revenus aggravent la

fragilité des jeunes, soulignant ainsi la nécessité d'obtenir des stratégies d'adaptation intégrant des mesures de soutien et de régulation.

5.2. Perception des jeunes de la région quant à leur rôle dans la conception des projets de territoires

Les jeunes constituent, à travers leurs différentes positions de chercheurs, de militants associatifs ou de professionnels, une force vive essentielle de la société, tant par leur capacité de réactivité face aux crises que par leur potentiel d'innovation et de proposition de solutions créatives. À ce titre, ils apparaissent comme des acteurs clés pour renforcer la résilience territoriale, accompagner les processus de transformation et contribuer à la relance socio-économique. Leur implication effective dans la conception des projets de territoires constitue ainsi une condition déterminante pour la réussite de toute démarche de développement territorial intégré.

Cependant, l'analyse des entretiens met en évidence une perception largement partagée d'une participation limitée, souvent tardive et peu structurante, des jeunes dans les processus décisionnels. Comme l'illustre le témoignage suivant, leur rôle est fréquemment perçu comme consultatif et marginal, intervenant en aval de décisions déjà largement arrêtées : « *Quand on parle de conception des projets de territoires, notre rôle est souvent plus celui d'un "consultant de dernière minute" que d'un véritable partenaire [...] On se sent capables de co-construire, mais les plateformes pour que cela se produise efficacement font souvent défaut* » (Verbatim 15, étudiant en urbanisme, 23 ans).

Cette perception d'exclusion se décline toutefois de manière différenciée selon les formes de participation identifiées. Les jeunes en situation de **désengagement contraint** expriment un sentiment d'invisibilisation et d'impuissance, lié à des contraintes structurelles (précarité, déficit d'information, faible reconnaissance institutionnelle) qui limitent leur accès aux espaces de concertation. À l'inverse, les **jeunes engagés critiques** reconnaissent leur capacité à formuler des propositions et à contribuer au débat public, mais dénoncent des dispositifs participatifs perçus comme peu inclusifs, symboliques ou dépourvus de réel pouvoir décisionnel, ce qui alimente des formes d'engagement sélectives et intermittentes. Enfin, les **jeunes entrepreneurs territoriaux** se positionnent davantage dans l'action, en initiant des projets économiques, culturels ou associatifs ancrés territorialement, souvent en marge des cadres institutionnels formels, traduisant à la fois une volonté de contribuer au développement territorial et une adaptation pragmatique aux limites de la gouvernance territoriale.

Dans ce contexte, l'étude souligne la nécessité de dépasser une approche uniforme de la participation juvénile pour concevoir une politique de jeunesse territorialisée, fondée sur l'identification différenciée des besoins, la reconnaissance des capacités d'agir et la mise en place de dispositifs pérennes d'accompagnement, de co-construction et d'évaluation. Une telle approche apparaît indispensable pour transformer le potentiel d'engagement des jeunes en levier effectif de développement territorial.

5.3. Implications pratiques : leviers opérationnels pour renforcer l'implication des jeunes dans les projets de territoires

Les résultats empiriques issus des entretiens menés à El-Jebha mettent en évidence que la faible implication des jeunes dans les projets de territoire ne relève pas d'un désintérêt, mais de contraintes structurelles, institutionnelles et territoriales qui entravent la transformation de leur engagement potentiel en pouvoir d'agir effectif. L'analyse montre que les formes différenciées de participation identifiées — désengagement contraint, engagement critique et entrepreneuriat territorial — appellent des réponses opérationnelles ciblées, fondées sur l'amélioration de l'accès à l'information, le renforcement des capacités, la reconnaissance institutionnelle des initiatives juvéniles et une meilleure valorisation des ressources territoriales.

Ces implications pratiques ne constituent pas des recommandations générales, mais découlent directement des constats récurrents formulés par les enquêtés, en lien avec leurs trajectoires sociales, leurs ressources disponibles et leurs expériences concrètes de gouvernance territoriale. Elles soulignent la nécessité d'une action publique territorialisée, capable d'articuler dispositifs participatifs, accompagnement des initiatives et rééquilibrage des dynamiques de développement.

Dans cette perspective, le tableau suivant synthétise les correspondances établies entre les principaux résultats empiriques, les leviers opérationnels identifiés et les niveaux d'action pertinents (local, régional et national), afin de clarifier les implications pratiques de l'analyse et d'en renforcer la portée opérationnelle.

Tableau n°1 : Articulation entre constats empiriques, leviers opérationnels et échelles d'action

Résultats empiriques issus des entretiens	Leviers opérationnels identifiés	Niveau d'action prioritaire
Faible reconnaissance institutionnelle des initiatives portées par les jeunes, projets informels, difficulté d'accès aux financements et partenariats	Structuration et formalisation des initiatives juvéniles (accompagnement juridique, administratif et financier des projets associatifs et entrepreneuriaux)	Local (communes, provinces) / Régional
Asymétrie informationnelle persistante, sentiment d'exclusion des processus en amont	Amélioration de l'accès à l'information territoriale (dispositifs de communication anticipée, plateformes locales d'information)	Local / Régional
Déficit de compétences en ingénierie de projet, montage administratif et compréhension des dispositifs publics, limitant la capacité d'initiative	Renforcement ciblé des capacités (formations en montage de projets, gouvernance territoriale, accès aux dispositifs publics)	Local / Régional
Dégradation des infrastructures et insuffisance des équipements de base affectant l'attractivité et la qualité de vie locale	Réhabilitation des infrastructures territoriale et amélioration des services publics de proximité	Local / Régional
Captation externe de la valeur des ressources endogènes (pêche, tourisme), faibles retombées économiques locales pour les jeunes	Réorientation des politiques de valorisation des ressources endogènes vers une internalisation de la valeur ajoutée	Régional / National
Dispositifs participatifs perçus comme consultatifs, tardifs ou symboliques, générant défiance et retrait	Institutionnalisation de mécanismes participatifs effectifs (instances dotées de compétences réelles et d'un pouvoir d'influence)	Local / Régional
Fragmentation des interventions publiques en faveur de la jeunesse, absence de coordination intersectorielle	Mise en place d'une politique de jeunesse territorialisée, transversale et multi-acteurs	National / Régional
Volonté affirmée d'engagement territorial malgré les contraintes, notamment chez les jeunes entrepreneurs territoriaux	Soutien à l'innovation sociale et territoriale portée par les jeunes (incubation, expérimentation locale, partenariats hybrides)	Local / Régional
Difficulté à transformer l'engagement en pouvoir d'agir durable	Articulation entre dispositifs territoriaux, cadres régionaux (SRAT, PDR) et orientations nationales (SNJ)	National / Régional

Source : entretiens semi-directifs

L'analyse croisée des données documentaires et des entretiens menés à El-Jebha met en évidence une dynamique d'engagement juvénile à la fois réelle et entravée, fortement conditionnée par des inégalités d'accès aux ressources, à l'information et aux dispositifs de gouvernance territoriale. Loin d'un désintérêt ou d'un retrait volontaire, les formes différenciées de participation observées traduisent des positionnements socialement et territorialement situés, révélateurs des tensions entre aspirations à l'engagement, contraintes structurelles et limites des cadres institutionnels existants. Les résultats confirment ainsi que la participation des jeunes aux projets de territoires ne peut être appréhendée indépendamment

des configurations territoriales, des rapports de pouvoir locaux et des capacités différenciées d'action. Ces constats ouvrent la voie à une lecture renouvelée du rôle des jeunes dans les dynamiques de développement territorial et soulignent l'importance de créer les conditions effectives permettant de transformer l'engagement juvénile en pouvoir d'agir territorial.

6. Conclusion

La jeunesse constitue un pilier incontournable du progrès social et économique. Il est donc crucial de repenser le développement territorial en accordant une attention particulière à l'interaction dynamique entre le territoire et ses acteurs. Cette approche doit s'éloigner des seules perspectives normatives ou des modèles uniformes, en s'ancrant plutôt dans une analyse des réalités territoriales, des besoins spécifiques et des expériences socioculturelles propres à chaque communauté.

L'analyse approfondie de nos résultats converge vers la mise en évidence d'un paradoxe structurant, alors que la jeunesse marocaine exprime un attachement territorial significatif et une volonté manifeste de contribuer au développement de son territoire, sa participation effective se heurte à des défis systémiques. Les réflexions menées à travers cette étude soulignent de manière inéluctable le rôle primordial de la jeunesse, non seulement vectrice de changement, mais également porteuse d'un projet de développement intégré et contextualisé, apte à façonner l'avenir collectif.

Ainsi, pour favoriser un développement territorial intégré et inclusif au centre urbain El Jebha (cas d'étude), il est essentiel de mettre en place un dispositif local d'appui à la formalisation, reposant sur un guichet unique, des formations en montage de dossiers, ainsi qu'un appui juridique adapté. Par ailleurs, le développement de chaîne de valeur locale dans le secteur de la pêche, notamment à travers la création de coopératives, d'unités de transformation artisanale, et la promotion des circuits courts, constitue une démarche stratégique pour renforcer l'économie territoriale et réduire la captation externe de valeur.

Il est également primordial de renforcer les capacités et les moyens des instances consultatives de la jeunesse, en leur dotant d'un mandat clair, d'un budget dédié, et d'un plan d'action précis afin d'assurer une participation effective des jeunes aux processus décisionnels. Parallèlement, des investissements prioritaires doivent être déployés dans l'amélioration des infrastructures d'accueil touristique et des services de base, tels que les routes, les équipements sanitaires et les espaces associatifs afin d'accroître l'attractivité et la résilience du territoire. La mise en œuvre de programmes ciblés de formation en gestion de projet, marketing territorial, et entrepreneuriat social permettra également de renforcer les compétences territoriales et d'encourager l'innovation sociale.

Dans cette perspective, l'organisation de restitutions participatives avec les jeunes, visant à valider les priorités et à encourager leur implication, contribuera à assurer une démarche intégrée, transparente et adaptée aux dynamiques sociales territoriales.

Cependant, toute investigation scientifique est intrinsèquement délimitée par ses choix épistémologiques et méthodologiques. Dans cette perspective, la présente étude, de par sa nature qualitative et son approche descriptive, confère aux résultats une portée non généralisable à l'ensemble du territoire national. De surcroît, la nature fortement contextualisée de notre objet d'étude, ancrée dans des spécificités territoriales uniques (géographiques, socio-économiques et institutionnelles), implique que la transférabilité directe des conclusions à d'autres contextes géographiques ou socio-économiques doit être considérée avec circonspection.

Néanmoins, ces limites méthodologiques n'obèrent pas pour autant la pertinence des **insights** dégagés pour le cas d'étude. Notre travail apporte un éclairage substantiel sur les dynamiques complexes de participation de la jeunesse et les mécanismes de gouvernance territoriale. Ces constatations ouvrent des perspectives prometteuses pour des investigations ultérieures,

notamment par des études comparatives visant à identifier des invariants ou des spécificités contextuelles, ou par des approches longitudinales explorant l'évolution des perceptions et des pratiques. Elles constituent également une base solide pour l'élaboration de politiques publiques adaptées et territorialisées, visant une inclusion plus effective de la jeunesse dans le développement territorial. Ainsi, malgré une validité externe circonscrite, la richesse de l'analyse qualitative ici proposée est fondamentale pour initier un dialogue constructif et orienter les futures stratégies d'aménagement et de gouvernance territoriale.

Références

- (1). Agnew, J. (1994/2014). Le piège territorial. Les présupposés géographiques de la théorie des relations internationales, *Raisons politiques*, 54 (2), 23-51. doi : 10.3917/rai.054.0023, p. 25. Alberio M., M. E. Longo et M. Vultur. (2019). Une jeunesse territorialisée. *Revue Jeunes et Société*, 4 (2), 7-28. <http://rjs.inrs.ca/index.php/rjs/article/view/181/118>, p. 10.
- (2). Boudreau, J. A. (2020). «Rituel du chaos ». Stabiliser un espace-temps politique dans une ville en perpétuel mouvement, *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 38 (2019-2).
- (3). Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Paris, France : Les Éditions de Minuit.
- (4). Bourdieu, P. (1986). The forms of capital. In J. G. Richardson (Ed.), *Handbook of theory and research for the sociology of education* (pp. 241–258). New York, NY : Greenwood Press.
- (5). Bowen, G. A. (2009). Document analysis as a qualitative research method. *Qualitative Research Journal*, 9(2), 27–40.
- (6). Bidart, C. (2006). *Devenir adulte aujourd'hui : perspectives internationales*. Paris, France : L'Harmattan.
- (7). Bidart, C. (2010). Les relations sociales : une approche dynamique. *Informations sociales*, 159, 6–15. <https://doi.org/10.3917/inso.159.0006>
- (8). Bidart, C., Degenne, A., & Grossetti, M. (2011). *La vie en réseau. Dynamique des relations sociales*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
- (9). Chappoz Yves, (2001). Projets territoriaux, partenariat, Contractualisation : quelle place pour les citoyens ? La démocratie locale, Tome 21. In *Annuaire des collectivités locales*, pp. 65-78, p. 67
- (10). Conseil régional, Région Tanger-Tetouan-Al Hociema (2023), *Programme de Développement Régional 2022-2027*
- (11). Conseil régional, Région Tanger-Tetouan-Al Hociema (2021). *Schéma régional d'aménagement du territoire de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima 2021-2046*
- (12). Dardot, P. et C. Laval (2015). *Commun : essai sur la révolution au XXIe siècle*. Poche/Sciences humaines et sociales. Paris. La Découverte.
- (13). Di Méo, G. (1998). *Géographie sociale et territoires*. Collection Fac-géographies. Paris : Nathan. In Alexandre MOINE, (2007), *Le territoire : comment observer un système complexe*, Paris, France, édition L'Harmattan, p.30.
- (14). Dubet, F. (1994). *Sociologie de l'expérience*. Paris, France : Éditions du Seuil.
- (15). J. de Courson. (1993). *Le Projet de ville : un essai pratique*, Paris, Syros. Dans *Projet de ville, projets de vie, Esquisse d'une théorie de l'action collective* (octobre 1991), Actes n° 5.
- (16). Haut-Commissariat au Plan. (2021). *Monographie régionale : Région de Tanger–Tétouan–Al Hoceima (chapitres démographie, jeunesse, emploi et conditions de vie)*. Rabat : HCP. <https://www.hcp.ma/region-tanger-tetouan-al-hoceima>

- (17). Haut-Commissariat au Plan (2024). Indicateurs démographiques et socio-économiques de la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima selon le Recensement général de la population et de l'habitat de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. <https://www.hcp.ma/region-tanger>
- (18). Haut-Commissariat au Plan. (2025). Note d'information sur les premiers résultats du Recensement général de la population et de l'habitat 2024 – Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Direction régionale de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. <https://www.hcp.ma/region-tanger>
- (19). Haut-Commissariat au Plan. (s. d.). Études et notes régionales : Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Direction régionale de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. <https://www.hcp.ma/region-tanger>
- (20). Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (1967). *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Aldine Publishing Company.
- (21). Gorgeu Y., Jenkins C. (1997). *La Charte de territoire, Une démarche pour un projet de développement durable*, Mairie Conseils, Caisse des dépôts et consignations et fédération des Parcs naturels de France, Paris, La Documentation française.
- (22). Granovetter, M. (1973). The Strength of Weak Ties. *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360–1380.
- (23). Guest, G., Bunce, A., & Johnson, L. (2006). How Many Interviews Are Enough? An Experiment with Data Saturation and Variability. *Field Methods*, 18(1), 59–82.
- (24). Klandermans, B. (1997). The Social Psychology of Protest. In D. Rucht, R. Koopmans & F. Neidhardt (Eds.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, pp. 123–148. Blackwell.
- (25). LANDEL P.-A., (2011). L'exportation du développement territorial vers le Maghreb : du transfert à la capitalisation des expériences, *Information géographique*, p. 46
- (26). Lefebvre, H. (1974). *La Production de l'espace*. Paris, éditions Anthropos.
- (27). Leventhal, T. et J. Brooks-Gunn (2003). Children and Youth in Neighborhood Contexts, *Current Directions in Psychological Science*. Dans Alberio, M., et al., *Ibidem*, p. 17
- (28). MATHUPV (Juin 2010), Direction de L'Aménagement du Territoire, Etude sur les Projets de Territoire, Rapport Phase III, Université Pierre Mendès France, Grenoble II, France, p. 3
- (29). Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville (MATUH PV) - Inspection Régionale de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire Tanger-Tetouan- Al Hociema (IRUAT-TTA) (2025). *Dynamiques démographiques 2004-2024 : impacts spatiaux et défis*.
- (30). Mohamed HADDY (2021). *Du non-développement des territoires au projet sociétal intégré*, REMALD, Collection Manuels et travaux universitaires n° 136, Rabat, Maroc.
- (31). OCDE (2018). *Dialogue Maroc-OCDE sur les politiques de développement territorial : Enjeux et Recommandations pour une action publique coordonnée*, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264302884-fr>
- (32). OCDE (2020). *Governance for Youth, Trust and Intergenerational Justice: Fit for All Generations?* OECD Public Governance Reviews, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/c3e5cb8a-en>.
- (33). OCDE (2021). *Renforcer l'autonomie et la confiance des jeunes au Maroc*, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/588c5c07-fr>, *Ibidem*, p. 16.
- (34). Organisation des Nations Unies (ONU). (1995). *Programme mondial d'action pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà. Résolution de l'Assemblée Générale 50/81*.
- (35). Patton, M. Q. (2002). *Qualitative research & evaluation methods*. Thousand Oaks: Sage.

- (37). Pecqueur B., Zimmermann J.-B. (2004). Économies de proximité, Hermès, Lavoisier, Paris, 264 p.
- (38). Raffestin, C. (2012). Space, Territory, and Territoriality, *Environment and Planning D: Society and Space*, 30 (1), 121-141. doi: 10.1068/d21311
- (39). UNESCO. (2018). Enhancing youth participation in urban governance: Youth as key partners for sustainable cities. Paris: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- (40). UN-Habitat. (2015). ICT, urban governance and youth. Nairobi: United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat).
- (41). Weber, M. (1922). Économie et société. Traduit en français par Jean-Marie Vincent, Editions Plon.
- (42). Strauss, A., & Corbin, J. (1998). Bases de la recherche qualitative : Techniques et procédures pour le développement de la théorie enracinée. Traduit par H. Matalon, edited by D. Clémence. La Découverte

Annexe

Tableau n°1. Caractéristiques du corpus d'entretiens qualitatifs (N = 15)

Code de l'interviewé	Âge	Sexe	Niveau d'études	Statut / profil socio-professionnel	Lieu (territoire)	Durée de l'entretien
INT-01	22	H	Bac	Bénévole associatif	El-Jebha	30 min
INT-02	23	F	Licence	Étudiante / engagement citoyen	El-Jebha	40 min
INT-03	25	F	Licence	Jeune diplômée / association locale	El-Jebha	35 min
INT-04	27	H	Licence	Animateur associatif	El-Jebha	45 min
INT-05	18	F	Brevet	Secteur informel	El-Jebha	30min
INT-06	25	H	Licence	Étudiant / participation citoyenne/ association locale	El-Jebha	40 min
INT-07	26	H	Bac	Jeune actif (secteur informel)	El-Jebha	40 min
INT-08	28	H	Niveau bac	Secteur informel	El-Jebha	30 min
INT-09	30	H	Master	Porteur de projet territorial	El-Jebha	35 min
INT-10	35	H	Bac	Pêcheur local et commerçant	El-Jebha	40 min
INT-11	27	H	Licence	Jeune entrepreneur /Acteur associatif expérimenté	El-Jebha	45 min
INT-12	27	F	Licence	Jeune diplômée en recherche d'emploi	El-Jebha	40 min
INT-13	24	H	Bac	Jeune actif / engagement local	El-Jebha	45 min
INT-14	29	F	Master	Responsable associative	El-Jebha	45 min
INT-15	23	H	Licence	étudiant en urbanisme / Acteur associatif	El-Jebha	35 min

Source : Entretiens semi-directifs

Note méthodologique : Les entretiens semi-directifs ont été réalisés entre [Juillet/2023] et [Août/2023], dans un contexte post-Covid. Les enquêtés ont été sélectionnés selon un échantillonnage raisonné visant à couvrir une diversité de profils (sexe, âge, niveau d'études, trajectoires socio-professionnelles et formes d'engagement), afin de saisir la pluralité des rapports des jeunes au projet de territoire d'El-Jebha.